

# Pour un écosystème entrepreneurial innovant

Présenté par Montérégie Économique dans le cadre de l'appel de mémoires  
de la consultation entourant le Plan d'action en entrepreneuriat 2022-2025.

# TABLE DES MATIÈRES

CONTEXTE.....	3
INTENTION DU PRÉSENT MÉMOIRE.....	3
QUI SOMMES-NOUS?.....	3
COLLABORATEURS.....	4
PORTRAIT DU DYNAMISME ENTREPRENEURIAL DE LA MONTÉRÉGIE.....	4
Faits saillants.....	4
Culture entrepreneuriale.....	5
ORGANISMES OU SERVICES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE.....	6
DÉFIS, OBSTACLES ET PISTES DE SOLUTION.....	6
Lourdeur administrative et bureaucratie.....	6
Rareté de main-d'œuvre dans le secteur du développement économique.....	7
Fonds local d'investissement (FLI).....	7
Manque d'outils financiers à disposition des organisations de développement économique pour soutenir les entrepreneurs.....	7
RECOMMANDATIONS.....	8
Recommandation 1 : Simplifier les processus administratifs pour accorder plus de temps à l'accompagnement.....	8
Recommandation 2 : Laisser plus d'autonomie et de flexibilité dans l'attribution des ressources.....	8
Recommandation 3 : Attribuer des ressources financières additionnelles pour soutenir la croissance économique de la Montérégie.....	8
Recommandation 4 : Procéder à une réforme du Fonds local d'investissement (FLI).....	8
ENTREPRENEURS MONTÉRÉGIENS.....	9
DÉFIS, OBSTACLES ET PISTES DE SOLUTION.....	9
Pénurie de main-d'œuvre, recrutement et rétention des employés.....	9
Retard dans la transformation numérique des entreprises du territoire.....	9
Méconnaissance d'un écosystème de soutien à l'entrepreneuriat déjà complexe.....	9
Complexité des transferts d'entreprises.....	10
RECOMMANDATIONS.....	10
Recommandation 5 : Faciliter la lecture de l'écosystème et systématiser les collaborations.....	10
Recommandation 6 : Renforcer l'accompagnement en innovation.....	11
Recommandation 7 : Accélérer la transformation numérique des entreprises.....	11
Meilleures pratiques en matière d'appui à l'entrepreneuriat.....	12
Conclusion.....	13
Bibliographie.....	14
Annexes.....	14

## CONTEXTE

Montérégie Économique dépose ce mémoire dans le cadre de l'appel de mémoires du ministère de l'Économie et de l'Innovation, prenant ainsi part à l'importante démarche de consultation en vue d'élaborer le prochain Plan d'action en entrepreneuriat 2022-2025.

## INTENTION DU PRÉSENT MÉMOIRE

---

Représentant l'ensemble de ses membres, soit les services ou organismes de développement économique mandataires des 14 MRC ainsi que de l'Agglomération de Longueuil, Montérégie Économique entend ainsi présenter :

- les défis et les obstacles à l'entrepreneuriat rencontrés par les conseillers en développement économique et par les entrepreneurs;
- des pistes de solutions aux enjeux et aux défis actuels de l'écosystème sous forme de recommandations;
- les meilleures pratiques en matière d'appui à l'entrepreneuriat.

## QUI SOMMES-NOUS?

---

Lieu de concertation privilégié, Montérégie Économique est le regroupement régional constitué des services ou des organismes de développement économique mandataires des 14 MRC ainsi que de l'Agglomération de Longueuil (annexe 1).

En place depuis 1981, l'OBNL a évolué à travers les années. Notre organisation offre des services innovants et complémentaires en réponse aux besoins des agents économiques sur le terrain. Ce sont plus de 150 professionnels qui accompagnent des milliers d'entreprises chaque année sur le territoire.

Détenant un rôle-conseil auprès de ministères, de la Table de concertation régionale de la Montérégie et de la Table des préfets et élus de la Couronne-Sud, Montérégie Économique fait avancer les dossiers économiques d'intérêt régional.

L'organisme agit aussi en tant que mandataire de projets montérégiens en lien avec l'entrepreneuriat et le développement économique local et régional.

## COLLABORATEURS

---

Ce mémoire est le fruit d'un effort de cocréation entre plusieurs acteurs du soutien à l'entrepreneuriat en Montérégie. Montérégie Économique a consulté ses membres lors d'une rencontre virtuelle le 1<sup>er</sup> septembre 2021 : ceux-ci ont partagé les enjeux, obstacles et pistes de solutions qu'ils ont identifiés en rapport avec le développement local et l'entrepreneuriat. Un questionnaire en ligne était également à disposition des membres absents.

Pour alimenter cette réflexion, nous nous appuyons également sur le Portrait du dynamisme entrepreneurial de la Montérégie réalisé en 2019, qui montre que la culture entrepreneuriale de la Montérégie est florissante. Ce rapport porte un regard sur **l'intérêt des résidents de la Montérégie à se lancer en affaires** et permet d'obtenir un portrait clair de la **santé de la chaîne entrepreneuriale** sur le territoire.

## PORTRAIT DU DYNAMISME ENTREPRENEURIAL DE LA MONTÉRÉGIE

La culture entrepreneuriale de la Montérégie est prospère. Toutefois, l'analyse de la chaîne entrepreneuriale, basée sur les quatre indicateurs principaux (taux d'intentions, de démarches, de propriétaires et de fermetures), illustre que l'entrepreneuriat en Montérégie est légèrement moins dynamique que dans l'ensemble du Québec. Alors que les taux d'intentions à se lancer en affaires et de démarches pour y parvenir sont à surveiller de près, le taux de propriétaires d'entreprises demeure quant à lui très encourageant, puisqu'il se situe au-dessus du niveau provincial.

### Faits saillants

---

#### Intentions

Le **taux d'intention de se lancer en affaires** de la Montérégie est relativement faible lorsqu'il est comparé à celui de l'ensemble du Québec (13,7% c. 19,5%). Notons toutefois que les 18-34 ans présentent quant à eux un taux d'intention plus élevé (31,4%), ce qui laisse présager un potentiel fort intéressant. Il est donc primordial de soutenir ce groupe d'âge pour que leurs intentions se traduisent en démarches concrètes au cours des prochaines années et qu'elles aient un impact positif sur l'ensemble du processus entrepreneurial.

#### Démarches

Le taux de **conversion des intentions en démarches** de la Montérégie est encourageant et légèrement supérieur à celui de l'ensemble du Québec (48,9% c. 46,2%). Le fait que les répondants à l'étape des démarches y restent plus longtemps que la moyenne provinciale est possiblement attribuable au manque de financement (utilisent principalement leurs économies personnelles, et ce, malgré les sommes substantielles nécessaires) et au manque de temps. Nous avons tout intérêt à communiquer les différents programmes mis

à leurs dispositions, et ce, dans le but de stimuler la chaîne entrepreneuriale. Quant au marché envisagé, notons que les démarcheurs de la Montérégie ont une volonté d'internationalisation qui dépasse légèrement celle de l'ensemble du Québec.

## Propriétaires

La Montérégie compte une proportion de **propriétaires d'entreprises** plutôt élevée (8,8%), notamment chez les 35 à 64 ans. Les 18-34 ans sont aussi bien représentés à 6,4%, un résultat également supérieur à celui de l'ensemble du Québec (3,9%). Une forte proportion d'entrepreneurs a le désir de faire croître son entreprise de façon naturelle (37,5%). Le principal obstacle à la croissance est le niveau d'effort personnel requis pour atteindre la croissance désirée, suivi par la hausse des coûts d'exploitation. Mentionnons aussi que la difficulté à trouver du personnel qualifié, le manque de bonnes connaissances financières et le manque d'expertise et de savoir-faire sont des obstacles souvent rencontrés par les entrepreneurs de la Montérégie. Près de deux propriétaires d'entreprises sur cinq (37,9%) souhaitent obtenir de la formation supplémentaire (gestion, comptabilité, marketing, etc.), afin d'être aidés dans leurs activités d'affaires. Les jeunes de 18 à 34 ans sont significativement plus nombreux à souhaiter avoir accès à des réseaux d'entrepreneurs (43,5%), ainsi qu'à du mentorat (43,3%).

## Fermetures

La Montérégie compte, par rapport à l'ensemble de la province, une proportion similaire d'individus ayant déjà **fermé ou cessé les activités d'une entreprise**. Toutefois, la région comporte une proportion d'entrepreneurs solides et passionnés, car ils sont nombreux à ne pas se laisser décourager par un échec et à s'investir une seconde fois dans le processus entrepreneurial.

## Culture entrepreneuriale

---

### Relève entrepreneuriale porteuse d'espoir

Les 18-34 ans sont significativement plus nombreux à avoir l'intention de créer une entreprise ou d'en reprendre une déjà en activité. Soutenir ce groupe d'âge pour que leurs intentions et leurs démarches se matérialisent au cours des prochaines années est important, afin d'avoir un impact positif sur l'ensemble du processus entrepreneurial. Par ailleurs, le nombre de propriétaires sur le territoire est très encourageant, de même que la forte proportion d'entrepreneurs de la Montérégie qui ont le désir de faire croître leur entreprise, d'investir d'importantes sommes d'argent pour intensifier leurs activités d'affaires et d'embaucher du personnel. Tous ces éléments constituent une bonne nouvelle pour la région.

## Perceptions positives des actions des paliers gouvernementaux

Enfin, les perceptions de l'ensemble de la population à l'égard de l'entrepreneuriat et des entrepreneurs sont extrêmement favorables et supérieures à celles de l'ensemble du Québec. Également, les résidents de la Montérégie perçoivent positivement les efforts entrepris par le gouvernement provincial en matière d'entrepreneuriat. Il s'agit d'une bonne nouvelle pour le futur de l'entrepreneuriat sur le territoire, puisque la perception est souvent le point de départ du dynamisme entrepreneurial.

## ORGANISMES OU SERVICES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les lignes qui suivent résument le point de vue des membres de Montérégie Économique sur les principaux défis et obstacles auxquels sont confrontés les MRC et les organismes délégataires en entrepreneuriat. Nous présentons les enjeux, obstacles et pistes de solutions les plus probants, relevés lors de la rencontre de septembre avec nos membres.

### DÉFIS, OBSTACLES ET PISTES DE SOLUTION

---

#### Lourdeur administrative et bureaucratie

Afin de soutenir le plus adéquatement possible les entrepreneurs, les organismes de soutien de première ligne, soit nos membres, doivent être en mesure d'être agiles. Quoique les ressources financières déployées dans le cadre du programme Accès Entreprises Québec (AEQ) soient essentielles, les exigences du programme sont quant à elles lourdes pour les organismes. Ainsi, le protocole du programme AEQ stipule que les organisations de développement économique doivent avoir des plans d'intervention et d'affectation des ressources (PIAR) conformes aux directives ministérielles liées à l'implantation de ce programme. On s'éloigne ainsi de la volonté selon laquelle chaque MRC peut planifier ses ressources en fonction de ses spécificités et des besoins de son territoire. En d'autres termes, le manque d'autonomie des organisations de développement économique qui en résulte empêche ces dernières de rester flexibles.

Bien qu'il constitue un dispositif utile et nécessaire, le protocole AEQ entraîne **un manque d'agilité, d'autonomie et d'efficacité** dans la réalisation du PIAR et la reddition de compte afférente.

En outre, le Programme d'aide d'urgence aux PME (PAUPME) et son volet d'Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM) constituent un autre exemple de lourdeur administrative – bien qu'il s'agisse d'une mesure exceptionnelle, mais importante dans le soutien offert par nos membres aux entreprises. Ce programme s'actualise par des délais importants; plusieurs conseillers aux entreprises peinent à avancer leurs dossiers, faute de réponses à leurs questionnements dans des délais adéquats, ce qui provoque de l'insatisfaction chez les entrepreneurs.

## Rareté de main-d'œuvre dans le secteur du développement économique

La lourdeur des processus administratifs est d'autant plus pénalisante qu'elle est conjuguée avec une pénurie de main-d'œuvre dans le secteur du développement économique. Les ressources destinées à l'accompagnement aux entreprises sont donc réduites, d'autant plus que les exigences administratives réquisitionnent une part importante de leur temps, qui devrait être consacré en priorité au soutien direct aux entreprises du territoire.

Ces délais supplémentaires dans le traitement et le suivi des dossiers d'accompagnement occasionnent ainsi des enjeux supplémentaires dans la gestion des attentes des clients et de leur insatisfaction.

## Fonds local d'investissement (FLI)

Le principal outil de soutien financier pour les entreprises est le FLI; il est mis à la disposition des organismes de développement économique. Créé en 1998, le FLI est maintenant désuet dans sa forme actuelle et ne répond plus aux objectifs de stimulation de l'entrepreneuriat. Par ailleurs, les obligations liées à son processus d'octroi sont lourdes et par le fait même très longues à effectuer. Alors que certaines institutions financières accordent un prêt basé sur les cotes de crédit des entrepreneurs en 48 heures, le processus FLI nécessite beaucoup d'analyses et l'autorisation du comité d'investissement, ce qui rend ce produit peu agile. De plus, les montants octroyés aux organismes de développement économique n'ont pas été bonifiés depuis plusieurs années, malgré le fait que les besoins des entreprises en matière de financement sont plus importants, sans être causés uniquement par l'inflation.

## Manque d'outils financiers à disposition des organisations de développement économique pour soutenir les entrepreneurs

Le financement des organisations de développement économique (ODE) local est octroyé par les MRC ou l'agglomération de Longueuil, et est habituellement basé sur le financement des activités de fonctionnement de l'ODE, permettant à celle-ci d'offrir de l'accompagnement aux entrepreneurs. Les conseillers des ODE sont généralement les répondants les plus près des besoins des entreprises. Par ailleurs, les ODE font face à un manque de ressources financières pour mettre en place des programmes de soutien financier pour leurs entreprises (ex. : subvention à la mise en ligne d'une boutique Web), ces programmes étant souvent déployés par un autre intervenant non connu des entrepreneurs ou perçu comme ne s'adressant pas à lui.

## RECOMMANDATIONS

---

### Recommandation 1 : Simplifier les processus administratifs pour accorder plus de temps à l'accompagnement

Optimiser les processus administratifs augmenterait le temps d'accompagnement direct aux entreprises par les conseillers en développement économique. Faciliter ces processus permettrait de raccourcir les délais de traitement, d'améliorer le suivi des dossiers d'accompagnement aux entreprises, d'utiliser les ressources humaines et financières de façon plus efficiente, et ainsi d'augmenter la satisfaction de la clientèle.

### Recommandation 2 : Laisser plus d'autonomie et de flexibilité dans l'attribution des ressources

Il serait bénéfique de permettre plus de latitude dans l'utilisation des ressources, selon la réalité de chaque MRC ou territoire. Une plus grande autonomie et de la flexibilité permettraient à nos organisations locales de développement économique d'être plus agiles. Celles-ci pourraient ajuster la sélection des ressources au niveau de leurs profils, afin de l'adapter aux spécificités et aux besoins de leur territoire.

### Recommandation 3 : Attribuer des ressources financières additionnelles pour soutenir la croissance économique de la Montérégie

L'allocation de ressources financières additionnelles et le déploiement de programmes directement par les organisations de développement local permettraient de renforcer le soutien aux entreprises, d'accroître la portée des programmes par les organisations de développement économique, d'offrir un accompagnement agile et de soutenir la croissance économique et la relance postpandémique sur l'ensemble du territoire.

### Recommandation 4 : Procéder à une réforme du Fonds local d'investissement (FLI)

Il est urgent d'adapter les fonds locaux d'investissement (FLI) aux nouvelles réalités auxquelles les entrepreneurs, les entreprises et les intervenants en financement des MRC sont confrontés. Il est tout aussi important de travailler en collaboration, en amont, avec les organismes de développement économique dans l'élaboration de cette réforme du produit. Montérégie Économique s'apprête d'ailleurs à acheminer le fruit d'une réflexion sur le sujet, entamée récemment avec ses membres.



# ENTREPRENEURS MONTÉRÉGIENS

Les conseillers aux entreprises, faisant partie des organismes ou services de développement économique membres de Montérégie Économique, sont aux premières loges pour soutenir et entendre les préoccupations des entrepreneurs. Ces membres ont témoigné des principaux défis et obstacles auxquels sont confrontés les entrepreneurs en Montérégie; voici les plus probants soulevés ci-dessous.

## DÉFIS, OBSTACLES ET PISTES DE SOLUTION

---

### Pénurie de main-d'œuvre, recrutement et rétention des employés

Non seulement est-il ardu de dénicher la main-d'œuvre en contexte de pénurie, il est aussi ardu pour les entrepreneurs de se lancer dans des activités de recrutement dans un marché de l'emploi davantage favorable aux travailleurs plutôt qu'aux recruteurs. Plusieurs ne peuvent compétitionner avec leurs concurrents en matière d'offres salariales ou de conditions plus avantageuses pour les employés. On constate des délais pour accueillir les travailleurs immigrants; l'absence de gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre, caractérisée par l'absence d'analyse des besoins RH à moyen terme et donc de planification de promotion/évolution à l'interne. Il n'est pas évident pour certains d'offrir de la formation en continu à leurs employés et à leurs gestionnaires, afin de répondre aux nouveaux besoins de l'entreprise dans un contexte en mutation, et ce, notamment dans le domaine manufacturier.

Tous ces obstacles freinent la croissance des entreprises en Montérégie et ont un effet dissuasif sur l'intention et la volonté de futurs entrepreneurs de se lancer en affaires.

### Retard dans la transformation numérique des entreprises du territoire

La transformation numérique constitue un défi de taille pour les entreprises. Un retard dans l'acquisition de nouvelles technologies est d'autant plus visible pour les parcs industriels québécois, et le secteur manufacturier en Montérégie n'y fait pas exception. Cela provoque des enjeux en termes de productivité et de compétitivité.

La diversité générationnelle de la main-d'œuvre est aussi un enjeu pour assurer un virage numérique au sein des entreprises. On remarque parfois une réticence à acquérir les connaissances nécessaires pour l'utilisation d'outils technologiques, plus spécifiquement chez les travailleurs d'un âge plus avancé.

### Méconnaissance d'un écosystème de soutien à l'entrepreneuriat déjà complexe

La difficulté à identifier et à bien connaître l'écosystème de soutien entrepreneurial est un obstacle majeur pour bien des entrepreneurs. Ceux-ci ne connaissent pas les possibilités de soutien, de programmes, d'accompagnement, etc., car les intervenants sont nombreux, la documentation complexe, et les services disponibles sont souvent dédoublés. L'éclatement de notre écosystème est un véritable casse-tête.

## Complexité des transferts d'entreprises

La relève se confronte à des enjeux avec les partenaires qui gèrent les transferts d'entreprises. Il est difficile de savoir vers qui se tourner lorsque l'on veut reprendre une entreprise : nombreuses étapes à remplir, investissement de temps et de ressources, manque de connaissances dans ce domaine complexe, et méconnaissance des services existants. Les repreneurs comme les cédants ont souvent besoin de beaucoup d'assistance et d'accompagnement, et la lourdeur administrative peut décourager la relève potentielle.

## RECOMMANDATIONS

---

### Recommandation 5 : Faciliter la lecture de l'écosystème et systématiser les collaborations

Il serait bénéfique **d'harmoniser les services offerts** dans l'écosystème entrepreneurial québécois, et ce, à tous les niveaux (financement, innovation, etc.). Par ailleurs, le transfert d'informations entre les différents intervenants devrait être facilité afin d'éviter le dédoublement de documents à remplir par les entrepreneurs. Fournir une distinction claire des services de première ligne et de deuxième ligne serait aussi une avenue à considérer.

Des ententes de partenariats pourraient être signées entre les MRC et les instances régionales (ex. Femmesessor, CTEQ, etc.) pour encadrer l'offre de services aux entreprises. Il s'agit de **formaliser la concertation pour une meilleure cohésion**. Une section dans la reddition de comptes pourrait mentionner les collaborateurs et les partenaires, permettant d'identifier les synergies qui existent dans l'écosystème. La **reconnaissance de ces collaborations** faciliterait le parcours de l'entrepreneur dans l'écosystème d'accompagnement en entrepreneuriat.

Se donner les moyens pour faire du **développement économique intelligent** permettrait d'être innovant : on miserait sur des données ouvertes et bidirectionnelles pour informer en temps réels les conseillers en développement économique et les entrepreneures. Par exemple, on pourrait :

- informer les conseillers en développement économique des nouvelles entreprises inscrites au Registraire des entreprises, afin que ceux-ci puissent adéquatement identifier leur bassin d'entreprises à accompagner
- développer de nouveaux outils, des plateformes, ou bonifier des outils existants, comme [la plateforme d'Innovation Canada](#), etc.
- faire connaître les initiatives et programmes mis en place grâce à un bottin numérique des ressources sur le territoire.

### Repreneuriat

En renforçant la visibilité des services offerts par les organismes spécialisés qui accompagnent les repreneurs et les entrepreneurs-cédants, on **faciliterait le processus de transferts d'entreprises**. Il serait alors également de stimuler et d'encourager le repreneuriat.

## Recommandation 6 : Renforcer l'accompagnement en innovation

En étant porteur de l'Espace régional d'accélération et de croissance de la Montérégie (ERAC), Montérégie Économique offre des services de 2e ligne complémentaires aux services de développement économique de première ligne dispensés par nos membres. Le financement de cet organisme régional de soutien à l'innovation est essentiel, afin de soutenir nos membres adéquatement dans leur accompagnement aux entreprises. Nous recommandons de pérenniser le financement de cette démarche régionale pour maximiser la capacité des entreprises à innover partout sur le territoire, et afin de niveler les éventuelles disparités locales.

En donnant **accès plus facilement à de l'accompagnement en innovation**, soit par une liaison avec les centres de recherche, on favorisera ainsi la R&D pour promouvoir l'innovation et réinventer la production des entreprises.

Il serait opportun également **d'aider au développement des entrepreneurs en gestion agile** par de la formation, du coaching ou du mentorat.

## Recommandation 7 : Accélérer la transformation numérique des entreprises

Il faudrait démystifier la complexité de l'automatisation des processus d'affaires pour les PME et augmenter le financement, afin de **mettre en place des initiatives ou projets pilotes d'automatisation financés**.

Mettre à la disposition des entrepreneurs des **ressources en transformation numérique**, ce qui pourrait être potentiellement plus efficace que de financer des formations dans le secteur numérique. Les **ressources financières pourraient être attribuées davantage à l'implantation de technologies** plutôt qu'à des formations ou des diagnostics.

Ce virage numérique consisterait en une solution à la pénurie et pourrait favoriser l'attraction de main-d'œuvre.

## Meilleures pratiques en matière d'appui à l'entrepreneuriat

En appui à ces recommandations, pour rendre nos organisations de développement économique en Montérégie plus agiles et orientées vers la création de valeur auprès de leurs entrepreneurs, nous invitons le ministère de l'Économie et de l'Innovation à continuer de s'inspirer des meilleures pratiques, notamment en :

1. Favorisant les initiatives permettant le développement en continu des conseillers en développement économique comme des entrepreneurs : coach-entrepreneurs, innovation ouverte, cellules de codéveloppement pour les entreprises innovantes, mentorat, etc.
2. S'appuyant sur l'expertise terrain des conseillers en développement économique locaux, en amont des processus d'élaboration et de déploiement des programmes mis en place, le tout dans une perspective durable et concertée.
3. Assurant une rétroaction post-déploiement des programmes, permettant des itérations, si possible, ou une évaluation périodique des programmes, dans une optique d'amélioration continue.
4. Poursuivant le partage de bons coups et de meilleures pratiques entrepreneuriales, notamment par la promotion de modèles d'entreprises qui ont réussi.
5. En continuant de promouvoir l'intégration des principes de développement durable au sein de l'écosystème entrepreneurial québécois.

## Conclusion

L'analyse de la chaîne entrepreneuriale, basée sur les quatre indicateurs principaux (taux d'intentions, de démarches, de propriétaires et de fermetures), illustre un dynamisme entrepreneurial légèrement plus faible qu'ailleurs au Québec. L'intérêt marqué des Montérégiens à se lancer en affaires, notamment la relève 18-34 ans, est toutefois prometteur pour l'avenir de l'entrepreneuriat. Il demeurera important de s'assurer de soutenir ce groupe d'âge pour que leurs intentions et leurs démarches se matérialisent au cours des prochaines années et qu'ils aient un impact positif sur l'ensemble du processus entrepreneurial.

Par ailleurs, le nombre de propriétaires sur le territoire est très encourageant, et une forte proportion de ces derniers ont le désir de faire croître leur entreprise, d'investir d'importantes sommes d'argent pour intensifier leurs activités d'affaires et d'embaucher du personnel, ce qui constitue une bonne nouvelle pour la Montérégie. Enfin, la culture entrepreneuriale de la Montérégie est florissante. Les perceptions des Montérégiens à l'égard de l'entrepreneuriat et des entrepreneurs sont extrêmement favorables, de même qu'à l'égard des efforts faits par les différents paliers gouvernementaux.

**Pour influencer positivement sur ces indicateurs de la chaîne entrepreneuriale, il nous apparaît essentiel que le ministère de l'Économie et de l'Innovation considère nos recommandations dans l'élaboration de son Plan d'action en entrepreneuriat 2022-2025.** Des gestes concrets doivent être posés, tant pour les conseillers en développement économique que pour entrepreneurs qui ont besoin de leur soutien.

Ainsi, l'accompagnement des entreprises, la concertation de l'écosystème, l'innovation et la transformation numérique sont quelques-unes des clés qui permettront de stimuler davantage le dynamisme entrepreneurial montréalais et québécois. Dès lors, il nous apparaît clair que les présentes recommandations sont autant de leviers qu'il convient d'actionner, afin d'accroître l'efficacité de l'accompagnement entrepreneurial, et de renforcer la prospérité et le rayonnement économique de la Montérégie et du Québec.

## Bibliographie

Montréal Économique (2019). Portrait du dynamisme entrepreneurial de la Montréal. Vaudreuil-Dorion, Léger. Récupéré de [https://monteregeeconomique.com/wp-content/uploads/2019/09/15795-001\\_Portrait-du-dynamisme-entrepreneurial-Rapport-global\\_2019.09.12.pdf](https://monteregeeconomique.com/wp-content/uploads/2019/09/15795-001_Portrait-du-dynamisme-entrepreneurial-Rapport-global_2019.09.12.pdf)

Gouvernement du Québec (2019). Guide sur les bénéfices d'une démarche de développement durable pour les entreprises québécoises, Récupéré de [https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/documents\\_soutien/developpement\\_durable/guide\\_de\\_marche\\_dd.pdf](https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/documents_soutien/developpement_durable/guide_de_marche_dd.pdf)

## Annexes

### Annexe 1 - Liste des membres de Montréal Économique

Montréal Économique est le regroupement régional constitué des services ou des organismes de développement économique mandataires des 14 MRC ainsi que de l'Agglomération de Longueuil.

- [Accès Entreprise Beauharnois-Salaberry \(délégué par la MRC de Beauharnois-Salaberry\)](#)
- [CLD Brome-Missisquoi](#)
- [CLD Jardins-de-Napierville](#)
- [CLD Pierre-de-Saurel](#)
- [DEL Agglomération de Longueuil](#)
- [Développement Vaudreuil-Soulanges](#)
- [Granby Industriel \(délégué de la MRC de la Haute-Yamaska\)](#)
- [MRC Acton](#)
- [MRC Haut-Saint-Laurent](#)
- [MRC Marguerite-d'Youville](#)
- [MRC Les Maskoutains](#)
- [MRC Roussillon](#)
- [MRC Rouville](#)
- [MRC Vallée-du-Richelieu](#)
- [NEXDEV / Développement économique Haut-Richelieu](#)

Nos membres comptent plus de 150 professionnels de développement économique et sont dûment mandatés pour exercer cette compétence.